

# **Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015**

29 avril 2015  
Français  
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

## **Application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires : désarmement**

### **Document de travail présenté par les États-Unis d'Amérique**

Les États-Unis soutiennent résolument l'application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires dans tous ses aspects, y compris les engagements visés à l'article VI concernant la poursuite du désarmement nucléaire. Lors de son discours prononcé en avril 2009 à Prague, le Président Obama a réaffirmé cet objectif, en appelant à redoubler d'efforts pour « garantir la paix et la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires ». Les États-Unis ont pris et continueront de prendre des mesures concrètes dans cette direction, notamment pour : limiter le rôle des armes nucléaires dans leur stratégie de sécurité nationale; réduire davantage leur arsenal nucléaire; appliquer le Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (nouveau Traité START); poursuivre la ratification par les États-Unis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE); rechercher un traité qui mette véritablement fin à la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires (le Traité sur l'arrêt de production de matières fissiles ou FMCT); et continuer d'entreprendre des initiatives et d'établir des partenariats susceptibles de renforcer encore la confiance dans le processus de désarmement nucléaire.

### **Mesures de désarmement nucléaire**

Les États-Unis estiment que le désarmement nucléaire est un objectif souhaitable et réalisable et que des mesures concrètes et pratiques sont le meilleur moyen de le faire progresser. C'est la seule manière réaliste d'atteindre notre objectif commun, par étapes successives en instaurant un climat de confiance réciproque et en créant la possibilité de mesures supplémentaires. Ainsi, il est également reconnu que l'objectif du désarmement nucléaire ne sera pas atteint rapidement et exigera de la patience, de la ténacité et un travail constant pour réunir les conditions voulues et promouvoir la coopération nécessaire. Tout en poursuivant cette fin, les États-Unis conserveront un arsenal sûr, sécurisé et efficace, tant pour dissuader leurs adversaires éventuels que pour prouver à leurs alliés et partenaires



qu'ils peuvent compter sur les engagements pris par les États-Unis en matière de sécurité.

#### *Réduction des arsenaux nucléaires*

Les États-Unis réduisent leur stock d'armes nucléaires depuis plus que quatre décennies. En septembre 2014, l'arsenal nucléaire du pays s'était réduit d'environ 85 % par rapport au pic de la guerre froide, soit 31 255 têtes nucléaires en 1967. Le rapport présenté par les États-Unis à la Conférence d'examen de 2015 indique que leur arsenal compte désormais 4 717 ogives nucléaires, alors que 87 autres ont été mises hors service depuis la présentation de notre rapport à la réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui s'est tenue en 2014. L'an dernier, 299 armes supplémentaires ont été démantelées et environ 2 500 têtes nucléaires ont été mises hors service et attendent d'être démantelées. Les États-Unis ont aussi réduit unilatéralement le nombre de leurs têtes nucléaires non stratégiques de plus de 90 %. Lors de cette Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les États-Unis ont annoncé que le Président Obama s'emploierait à trouver un financement pour accélérer à hauteur de 20 % le démantèlement des ogives nucléaires américaines mises hors service.

Le nouveau Traité START, à présent dans sa cinquième année depuis son entrée en vigueur, continue d'être mis en application avec succès. Lorsque les plafonds numériques du Traité entreront en vigueur en février 2018, les forces nucléaires stratégiques déployées à des fins opérationnelles des États-Unis et de la Fédération de Russie atteindront leur niveau le plus bas depuis les années 50. En vertu du nouveau Traité, les États-Unis et la Fédération de Russie doivent restreindre le nombre de leurs ogives stratégiques déployées à des fins opérationnelles comptabilisables à moins de 1 550 et leurs missiles balistiques intercontinentaux déployés, missiles balistiques à lanceur sous-marin et bombardiers lourds équipés d'armements nucléaires à moins de 700 d'ici à février 2018. Au 1<sup>er</sup> mars 2015, les États-Unis disposaient de 1 597 ogives stratégiques déployées à des fins opérationnelles comptabilisables sur 785 missiles balistiques intercontinentaux déployés, missiles balistiques à lanceur sous-marin déployés et embarqués sur des bombardiers lourds.

Dans son discours prononcé à Berlin en 2013, le Président Obama a clairement indiqué que les États-Unis étaient prêts à négocier avec la Fédération de Russie d'autres réductions pouvant se révéler inférieures d'un tiers par rapport au nombre d'ogives stratégiques déployées établi en vertu du nouveau Traité START. Le Président s'est également engagé à collaborer avec ses alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour obtenir des réductions audacieuses des arsenaux nucléaires non stratégiques des États-Unis et de la Fédération de Russie en Europe. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a par la suite déclaré qu'elle est disposée à étudier la possibilité de réduire encore ses besoins en matière d'armements nucléaires non stratégiques dans le cadre de mesures réciproques de la part de la Fédération de Russie. Pour progresser, il est indispensable d'avoir un partenaire de bonne volonté et nous engageons la Fédération de Russie à se joindre à nous pour adopter ces prochaines mesures en vue d'honorer l'engagement que nous avons pris au titre de l'article VI.

*La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité pourrait :*

- Rappeler la cessation de la course aux armements nucléaires de la guerre froide, noter avec satisfaction la réduction continue des arsenaux nucléaires, et demander à toutes les Parties de redoubler d'efforts en faveur du désarmement nucléaire, conformément à l'article VI du Traité.
- Se féliciter de l'application actuelle et efficace du nouveau Traité START conclu entre les États-Unis et la Fédération de Russie, et continuer d'encourager d'autres négociations sur les réductions de toutes les catégories d'armes nucléaires – stratégiques, non stratégiques, déployées et non déployées – en rappelant l'offre faite par les États-Unis visant à réduire encore la force nucléaire dans le cadre des négociations avec la Fédération de Russie.
- Demander de nouveau à tous les États dotés d'armes nucléaires d'entreprendre des efforts de désarmement concrets; se féliciter de ce qu'ils affirment continuer à prendre d'autres mesures progressives et pratiques pour réduire les arsenaux nucléaires et inclure la réduction des stocks d'armes nucléaires de tous types. Ces mesures devraient être prises en vue de l'élimination totale des armes nucléaires de façon à favoriser la stabilité, la paix et la sécurité internationales, en se fondant sur le principe d'une sécurité pour tous non diminuée et accrue.
- Saluer les efforts entrepris par les États dotés d'armes nucléaires pour faire rapport sur les réductions d'armes nucléaires et leurs diverses activités menées dans les domaines de la réduction des arsenaux nucléaires et du désarmement, et appeler à la poursuite de l'établissement de rapports à cet égard.
- Constaté que les arsenaux nucléaires devraient être maintenus à leur niveau le plus bas nécessaire pour répondre aux exigences en matière de sécurité.
- Engager les Parties à travailler ensemble pour créer les conditions de paix et de sécurité nécessaires à la réalisation de plus grands progrès en matière de désarmement nucléaire.

*Lutte contre les risques liés aux armes nucléaires*

La révision de la doctrine nucléaire des États-Unis à laquelle il a été procédé en 2010 a défini la ligne de conduite du pays visant à réduire les dangers nucléaires et à poursuivre l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires. Elle fait clairement comprendre que les États-Unis ont pour politique d'attribuer aux armes nucléaires le rôle fondamental de dissuader toute attaque nucléaire contre le pays, ses alliés et ses partenaires. Dans cette révision de la doctrine nucléaire, il a été annoncé que les États-Unis ne recourraient pas aux armes nucléaires ni ne menaceraient de les utiliser contre les États non dotés d'armes nucléaires parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qui s'acquittent de leurs obligations de non-prolifération nucléaire.

Le soutien aux efforts déployés par les États-Unis pour faire aller de l'avant le désarmement nucléaire traduit notre parfaite connaissance et notre compréhension exacte des conséquences humanitaires du recours aux armes nucléaires. C'est pourquoi les États-Unis s'engagent à réduire le rôle des armes nucléaires dans leur stratégie militaire. La révision de la doctrine nucléaire de 2010 met l'accent sur le fait que les États-Unis n'envisageraient de recours à des armes nucléaires que dans des conditions extrêmes pour défendre les intérêts vitaux du pays ou de ses alliés et

partenaires, et qu'il est dans l'intérêt des États-Unis et dans celui de toutes les autres nations de prolonger indéfiniment la période de non-utilisation des armes nucléaires, déjà longue de près de 70 ans.

La révision de la doctrine nucléaire de 2010 indique clairement que les États-Unis ne chercheront pas à se doter de nouvelles ogives nucléaires et que les programmes de prolongation de la durée de vie des ogives nucléaires restantes n'appuieront pas de nouvelles missions militaires, pas plus qu'ils ne permettront d'acquérir de nouvelles capacités militaires. Les activités de contrôle et de gestion des stocks des États-Unis ne visent qu'à assurer la pérennité des projets existants, à mettre à jour leurs conditions de sécurité, à améliorer leur sûreté et à faire fonctionner leur système de contrôle, ainsi qu'à moderniser les installations pour appuyer ces efforts. Nous accroissons nos investissements pour garantir la sûreté et la sécurité et remplacer les infrastructures et les capacités obsolètes, ce qui permettra de réduire le nombre des têtes nucléaires à maintenir pour parer contre les problèmes techniques des ogives déployées. Les armes nucléaires des États-Unis répondent à des normes de sécurité en matière de conception qui réduisent le risque d'explosion nucléaire lié aux accidents, erreurs commises par inadvertance ou catastrophes naturelles.

Dans le cadre de la réduction des risques nucléaires, les États-Unis ont pris d'importantes mesures depuis la fin de la guerre froide pour diminuer l'état d'alerte de leurs forces nucléaires. Nous poursuivrons la pratique de la « désignation d'objectif en haute mer » pour tous les missiles balistiques intercontinentaux et les missiles balistiques à lanceur sous-marin afin que, dans l'éventualité hautement improbable d'un lancement non autorisé ou accidentel, le missile finisse sa course en haute mer, et nous sommes résolus à suivre des pratiques et à opter pour des mesures qui optimisent le temps de décision du Président en cas de crise.

*La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité pourrait :*

- Reconnaître l'intérêt manifesté par la communauté internationale pour les conséquences catastrophiques qui pourraient résulter du recours aux armes nucléaires, et mettre l'accent sur le fait que ce sujet de préoccupation est à la base des efforts déployés et des engagements pris en matière de désarmement nucléaire et de prévention de la prolifération des armes nucléaires vers d'autres États ou acteurs non étatiques.
- Affirmer qu'il est dans l'intérêt de toutes les nations de prolonger indéfiniment la période de non-utilisation des armes nucléaires, déjà longue de près de 70 ans.
- Saluer les efforts entrepris par les États dotés d'armes nucléaires pour réduire le rôle et l'importance des armes nucléaires dans les stratégies de sécurité nationales, et engager les États dotés d'armes nucléaires à redoubler d'efforts pour faire des déclarations publiques sur le rôle des armes nucléaires dans leurs stratégies de sécurité nationales.
- Se féliciter des engagements pris par les États dotés d'armes nucléaires de ne pas diriger d'armes nucléaires les uns contre les autres et de poursuivre des doctrines nucléaires qui optimisent le temps de décision de leurs dirigeants en cas de crise.
- Se féliciter de l'engagement pris d'approfondir le contrôle des armements ainsi que le dialogue et les échanges en matière de stabilité stratégique par le processus du 5P ou d'autres moyens.

- Se féliciter des mesures prises et de la demande de mesures supplémentaires à prendre pour instaurer un climat de confiance et réduire la possibilité de tout recours à des armes nucléaires, y compris leur utilisation accidentelle, en accordant la plus haute priorité à la sécurité et à la sûreté de leurs armes nucléaires.

### **Transparence, vérification et irréversibilité**

Les États-Unis soutiennent fermement le principe selon lequel le respect des accords sur le contrôle des armements et le désarmement doit être contrôlé et rigoureusement imposé. Nous ne le cédon à personne pour ce qui est de la transparence dont nous faisons preuve concernant notre complexe nucléaire et nos efforts de désarmement. Nous estimons par ailleurs que le partage de l'information et que les mesures destinées à créer un climat de confiance contribuent à la stabilité et à la sécurité en améliorant la prévisibilité, et que la transparence est essentielle pour établir un climat de confiance réciproque permettant de jeter les bases nécessaires à la poursuite du désarmement. Les dispositions strictes et étendues du nouveau Traité START relatives à la vérification témoignent de l'importance de la transparence et d'une vérification efficace pour garantir la prévisibilité et la stabilité des relations internationales. Grâce à leurs centres respectifs de réduction du risque nucléaire, les États-Unis et la Fédération de Russie ont échangé plus de 8 300 notifications sur leurs forces stratégiques couvertes par le Traité concernant leur nombre, leur emplacement, leurs mouvements et leur élimination. Cependant, malgré les progrès enregistrés dans l'application du nouveau Traité START, les États-Unis ne feront pas abstraction de la violation par la Fédération de Russie du Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée et appellent la Fédération de Russie à se conformer à nouveau au Traité afin que nous puissions éviter le retour aux dangers anciens.

L'amélioration de la transparence par le partage de l'information et des mesures destinées à créer un climat de confiance constitue un aspect important des efforts déployés pour atteindre les objectifs visés à l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Si les échanges bilatéraux au titre du nouveau Traité START en sont un exemple, les mesures unilatérales sont également appréciées. Les États-Unis jouent un rôle de chef de file à cet égard. Une première fois lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, puis à nouveau à la réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2014 et encore une fois ici, à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015, les États-Unis ont rendu publiques des données supplémentaires sur leur arsenal d'armes nucléaires. Dans cet esprit de transparence, le Gouvernement des États-Unis continue d'étudier les mesures techniques nécessaires pour faire de l'irréversibilité, de la vérifiabilité et de la transparence les éléments indispensables à la poursuite du désarmement nucléaire, et réfléchit aux moyens de collaborer à cette entreprise avec d'autres États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

La vérification deviendra de plus en plus complexe avec la réduction du nombre des armes nucléaires, alors que les exigences relatives à une détermination précise de leur conformité augmenteront considérablement. Ce défi est à relever dès

aujourd'hui. À cette fin, les États-Unis, en collaboration avec l'Initiative relative à la menace nucléaire, ont lancé l'International Partnership for Nuclear Disarmament Verification. Ce Partenariat, qui a tenu sa réunion inaugurale en mars 2015, rassemble les États dotés d'armes nucléaires et les États non notés d'armes nucléaires pour mieux comprendre les nombreuses difficultés techniques liées à la vérification des armements nucléaires, et pour élaborer des solutions permettant d'aller de l'avant.

Depuis la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, les cinq États dotés d'armes nucléaires au sens du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (ou « P5 ») continuent de s'entretenir régulièrement sur les questions relatives à la stabilité stratégique, de tenir leurs engagements au titre du Plan d'action du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2010 et d'examiner les progrès accomplis quant à leur respect. Les cinq États ont tous accueilli désormais une conférence du P5; la Conférence de février 2015 qui s'est tenue à Londres a débuté un nouveau cycle. Grâce à ce processus, les P5 sont convenus d'un cadre commun pour les rapports nationaux présentés à la réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2014; ils ont achevé la première édition d'un glossaire des termes clefs dans le domaine nucléaire qui facilite le dialogue sur les questions d'ordre nucléaire; ils ont renforcé les activités techniques liées aux techniques et technologies d'inspection sur place du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et réduisant l'impact des émissions de xénon résultant de la production d'isotopes médicaux sur le réseau de vérification de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE). Les États-Unis s'emploient à renforcer le processus d'engagement des P5, conformément aux obligations que leur impose l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et aux engagements qu'ils ont pris dans le cadre du Plan d'action.

*En saluant ces efforts, la Conférence d'examen de 2015 pourrait :*

- Se féliciter des rapports présentés par les États dotés d'armes nucléaires dans un cadre commun, et encourager la poursuite de l'établissement de rapports à cet égard, afin d'y inclure l'établissement de rapports par toutes les Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.
- Noter avec satisfaction les déclarations publiques faites par certains États dotés d'armes nucléaires sur le nombre total de leurs armements nucléaires respectifs, et aussi faire rapport sur les progrès accomplis en vue du démantèlement des armes nucléaires mises hors service, et encourager le redoublement d'efforts à cet égard.
- Engager les États dotés d'armes nucléaires qui n'ont pas publiquement déclaré le nombre total de leurs armes nucléaires ou fait rapport sur les progrès accomplis en vue du démantèlement des armes nucléaires mises hors service à prendre de telles mesures.
- Saluer les efforts déployés par les États dotés d'armes nucléaires pour renforcer encore la transparence, y compris leur plus récente conférence, qui s'est tenue à Londres, et la publication de leur glossaire des termes clefs dans le domaine nucléaire, et engager les États dotés d'armes nucléaires à exploiter et à développer leurs efforts actuels pour renforcer encore la transparence et accroître

la confiance mutuelle afin de jeter les bases nécessaires à la poursuite de progrès en matière de désarmement et de non-prolifération, y compris grâce à la tenue de leurs réunions régulières aux niveaux des dirigeants et des experts.

- Reconnaître la contribution apportée à la réalisation des objectifs visés à l'article VI par les activités menées en matière de vérification du désarmement nucléaire, notamment l'action bilatérale entre les États-Unis et le Royaume-Uni, entre le Royaume-Uni et la Norvège, et l'International Partnership for Nuclear Disarmament Verification nouvellement lancé, qui réunit les États dotés d'armes nucléaires et les États non dotés d'armes nucléaires pour élaborer des solutions aux problèmes posés par la vérification, et encourager la poursuite des efforts à cet égard.
- Promouvoir les initiatives entreprises dans le domaine de la sensibilisation au désarmement et à la non-prolifération, notamment en ne relâchant pas les efforts déployés pour former la nouvelle génération d'experts techniques et de spécialistes des politiques, en utilisant les nouvelles technologies de l'information et des communications, et en s'assurant la collaboration des gouvernements, des organisations internationales et non gouvernementales, des établissements universitaires et du secteur privé.

### **Essais nucléaires**

Les États-Unis ont continué à s'employer à favoriser la ratification du TICE, faisant valoir que le Traité servira à renforcer la sécurité intérieure et internationale collective. Tout en préparant sa ratification, les États-Unis se félicitent des onze ratifications enregistrées depuis la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, et continuent d'engager tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier le Traité et à contribuer à son entrée en vigueur rapide.

Les États-Unis célébreront bientôt les 23 ans de leur engagement à s'abstenir de procéder à des essais nucléaires. Les États-Unis ont maintenu un moratoire volontaire sur les essais nucléaires au cours de cette période et n'ont pas l'intention de les reprendre. La révision de la doctrine nucléaire en 2010 a rappelé que les États-Unis n'ont plus besoin d'essais nucléaires pour garantir la sécurité et l'efficacité des armes nucléaires qu'ils leur restent, préférant s'appuyer sur leur programme bien établi de contrôle des stocks. Les États-Unis ont condamné les essais nucléaires réalisés par la République populaire démocratique de Corée depuis la dernière Conférence d'examen, et appellent tous les États, y compris la République populaire démocratique de Corée, à s'abstenir de procéder à des essais nucléaires.

Outre leurs moyens techniques nationaux renforcés pour contrôler les explosions nucléaires, les États-Unis ont continué de promouvoir fermement l'achèvement du régime de surveillance et de vérification prévu par le TICE, notamment le système de surveillance internationale, appuyé par le Centre international de données, et les éléments relatifs aux inspections sur place du régime de vérification. Les États-Unis sont fiers du soutien qu'ils ont apporté à l'exercice intégré sur le terrain (IFE-14) récemment réalisé avec succès en Jordanie et en Autriche. Les États-Unis ont continué de travailler en étroite collaboration avec le secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'OTICE à la conception et aux plans d'achat de la réinstallation de la station hydroacoustique

dans les îles Crozet de l'océan Indien. Les États-Unis ont financé ce projet à hauteur de 25,5 millions de dollars et fourni des contributions volontaires totalisant plus de 23 millions de dollars pour d'autres projets destinés à accélérer la mise au point du régime de vérification du Traité.

*La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité pourrait :*

- Se féliciter des onze nouvelles ratifications du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) enregistrées depuis la Conférence d'examen de 2010 (Angola, Brunéi Darussalam, Congo, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Indonésie, Iraq, Nioué et Tchad), y compris un État visé à l'annexe 2 (Indonésie), et prier instamment tous les États qui ne l'ont pas encore fait de signer ou de ratifier le Traité, afin d'universaliser le Traité et de le faire entrer en vigueur aussitôt que possible.
- Noter avec satisfaction l'action menée par la Commission préparatoire de l'OTICE en vue de développer pleinement le régime de vérification du TICE, notamment l'exercice intégré sur le terrain (IFE) réalisé avec succès en 2014 en Autriche et en Jordanie, preuve que l'inspection sur place d'un site où l'on soupçonne qu'une explosion nucléaire aurait eu lieu peut être menée de manière satisfaisante. Noter que le système de surveillance internationale du TICE est mis en place à 83 %, et demander à tous les États participants de soutenir une telle action, afin d'assurer la fourniture des ressources nécessaires pour achever rapidement le régime de vérification du TICE.
- Engager tous les États concernés à réaffirmer leur soutien aux moratoires respectifs, ou à leur mise en place, sur les essais d'armes nucléaires ou toutes autres explosions nucléaires, en constatant, toutefois, que les moratoires n'ont pas la même valeur juridique.
- Réaffirmer l'engagement reflété dans la mesure n° 11 du Plan d'action de 2010, consistant à s'abstenir de toute action contraire à l'objet et aux buts de ce Traité.
- Reconnaître la contribution des conférences convoquées conformément à l'article XIV du TICE pour faciliter l'entrée en vigueur de ce Traité et des mesures adoptées par consensus à la huitième conférence de ce genre tenue en septembre 2013; attendre avec intérêt la neuvième conférence de ce type qui doit se tenir à New York en septembre 2015.

### **Matières fissiles**

Depuis de nombreuses années, les États-Unis s'appliquent unilatéralement à démanteler des milliers d'ogives nucléaires et à prendre d'autres mesures pour réduire leur arsenal nucléaire, en plus de satisfaire aux exigences prévues par les accords internationaux. Dans l'intervalle, à des fins militaires, les États-Unis n'ont pas produit d'uranium hautement enrichi (UHE) depuis 1964, ni de plutonium depuis 1988.

En 1994, 174 tonnes d'UHE ont été supprimées du programme d'armement américain. En 2005, les États-Unis ont annoncé la suppression de 200 tonnes d'UHE supplémentaires, c'est-à-dire de quoi fabriquer plus de 11 000 armes nucléaires. À ce jour, les États-Unis ont mélangé 146 tonnes de leurs stocks d'UHE, soit l'équivalent de 5 800 armes nucléaires, à de l'uranium faiblement enrichi pour servir de combustible nucléaire.



Les États-Unis travaillent depuis plusieurs années avec la Fédération de Russie à l'élimination des stocks excédentaires de matières fissiles utilisables dans les ogives nucléaires. Selon l'accord de 1993 sur l'achat d'UHE conclu entre les États-Unis et la Fédération de Russie et qui s'est révélé très fructueux, 500 tonnes d'UHE russe d'origine militaire, soit l'équivalent d'environ 20 000 têtes nucléaires, ont été mélangées à de l'uranium faiblement enrichi pour servir de combustible à des centrales nucléaires américaines. La dernière expédition d'uranium faiblement enrichi appauvri en provenance de la Fédération de Russie et à destination des États-Unis a été effectuée en 2014.

En outre, plus de 60 tonnes de plutonium ont été éliminées des stocks de défense américains, dont 34 ont été incluses dans l'Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Fédération de Russie portant sur la gestion et l'élimination du plutonium déclaré comme inutile aux besoins de défense et sur la coopération dans ce domaine (PMDA). En juillet 2011, les États-Unis et la Fédération de Russie ont mis en vigueur cet accord et les protocoles de 2006 et 2010. L'accord modifié oblige chaque pays à éliminer au moins 34 tonnes excédentaires de plutonium de qualité militaire, c'est-à-dire au total de quoi produire environ 17 000 armes nucléaires. Cette élimination fera l'objet d'une surveillance internationale et rendra cette matière inutilisable pour l'armement nucléaire.

La fin constatée de la production de matières fissiles pour l'armement nucléaire constitue la prochaine étape logique et multilatérale vers le désarmement et un pas décisif sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires. Nous regrettons profondément que les négociations d'un traité interdisant la production de matières fissiles à la Conférence du désarmement n'aient pas encore été engagées. Les États-Unis ont participé de manière constructive au Groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies constitué par la résolution 67/53 de l'Assemblée générale des Nations Unies et espèrent que son rapport établi par consensus insufflera également un élan à la Conférence du désarmement.

*La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité pourrait :*

- Réaffirmer que le Traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs constitue la prochaine étape logique et multilatérale vers le désarmement et exprimer sa vive déception quant au fait que la Conférence du désarmement n'ait pas encore engagé les négociations sur un tel traité.
- Se féliciter de la conclusion établie par consensus du Groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies sur le Traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs (constitué en application de la résolution 67/53 de l'Assemblée générale des Nations Unies) et former l'espoir que son rapport insufflera un élan à l'ouverture prochaine de négociations à la Conférence du désarmement en s'appuyant sur le rapport Shannon et le mandat qu'il contient (CD/1299).
- Se féliciter des moratoires existants sur la production de matières fissiles aux fins de la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires et demander à tous ceux qui n'ont pas encore déclaré un tel moratoire de le faire.

- Constaté la réussite de l'Accord d'achat d'uranium hautement enrichi conclu en 1993 entre les États-Unis et la Fédération de Russie, dans le cadre duquel 500 tonnes d'uranium hautement enrichi provenant de la Fédération de Russie ont été mélangées à de l'uranium faiblement enrichi pour être utilisées dans les centrales nucléaires américaines. Noter avec satisfaction l'application actuelle de l'Accord sur les réacteurs de production de plutonium conclu entre les États-Unis et la Fédération de Russie, dans le cadre duquel tout le plutonium de qualité militaire produit depuis 1995 par ces réacteurs aujourd'hui à l'arrêt ne relève plus des programmes militaires.
- Appeler les États dotés d'armes nucléaires à réaffirmer que les matières fissiles classées par chacun d'eux comme n'étant plus nécessaires à des fins militaires ne seront pas utilisées à de telles fins, et se féliciter également de telles initiatives dès qu'elles seront possibles.
- Noter avec satisfaction l'entrée en vigueur de l'Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Fédération de Russie portant sur la gestion et l'élimination du plutonium déclaré inutile aux besoins de défense et sur la coopération dans ce domaine, dans le cadre duquel les États-Unis et la Fédération de Russie élimineront chacun au moins 34 tonnes excédentaires de plutonium de qualité militaire faisant l'objet d'une surveillance internationale.

### **Garanties de sécurité**

Dans la révision de leur doctrine nucléaire de 2010, les États-Unis ont annoncé qu'ils ne recourraient pas aux armes nucléaires ni ne menaceraient de les utiliser contre les États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et conformément à leurs obligations en matière de non-prolifération nucléaire, ce qui constitue une garantie de sécurité négative. Cette garantie révisée souligne l'importance des avantages qu'il y a, pour la sécurité, à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à s'y conformer pleinement. Les États-Unis ont également précisé dans la révision de la doctrine nucléaire de 2010 qu'ils n'envisageraient de recours à des armes nucléaires que dans des conditions extrêmes, pour défendre leurs intérêts vitaux ou ceux de leurs alliés et partenaires. Les États-Unis préfèrent conclure des garanties de sécurité négatives juridiquement contraignantes dans le contexte des protocoles pertinents concernant les zones exemptes d'armes nucléaires.

Les États-Unis et les autres États dotés d'armes nucléaires ont également proposé des garanties de sécurité positives, axées sur le principe d'une assistance fournie aux États victimes d'un acte d'agression impliquant l'emploi d'armes nucléaires ou menacés d'une telle agression. En 1995, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 984 (1995) prenant acte des garanties unilatérales données par les États dotés d'armes nucléaires aux États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et reconnaissant que les États dotés d'armes nucléaires appelleront sur la question l'attention du Conseil de sécurité afin de fournir, conformément à la Charte des Nations Unies, l'assistance nécessaire à tout État victime. De leur côté, les États-Unis ont déclaré qu'ils entendaient « fournir une assistance immédiate ou appuyer l'octroi d'une telle assistance, conformément à la Charte, à tout État non doté d'armes nucléaires partie au Traité sur la non-prolifération qui serait victime

d'un acte ou menacé d'agression entraînant l'emploi d'armes nucléaires » (S/1995/263).

*La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité pourrait :*

- Noter avec satisfaction que les États dotés d'armes nucléaires ont réaffirmé leur engagement à l'égard des garanties de sécurité négatives concernant l'utilisation d'armes nucléaires ou la menace de leur utilisation;
- Demander aux États dotés d'armes nucléaires d'envisager des mesures supplémentaires qui pourraient être prises conformément à la Charte des Nations Unies, pour apporter une assistance à tout État non doté d'armes nucléaires partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui serait victime d'un acte ou menacé d'agression entraînant l'emploi d'armes nucléaires, en vue de remédier aux conséquences de l'utilisation d'armes nucléaires.
- Se féliciter des efforts constamment déployés par les États dotés d'armes nucléaires pour conclure des garanties de sécurité négatives juridiquement contraignantes dans le contexte des zones exemptes d'armes nucléaires.

### **Efforts de désarmement nucléaire et de contrôle des armements**

L'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires contient un engagement selon lequel les États seront tenus de « poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures effectives concernant la cessation rapide de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire ». Dans ce contexte, nous souhaiterions également faire observer que les États-Unis ont démontré à plusieurs reprises et de manière notable, dans les domaines des armes biologiques, chimiques et classiques, leur volonté novatrice d'œuvrer en faveur du désarmement.

Les États-Unis sont l'un des chefs de file mondiaux dans le domaine du désarmement des armes biologiques. Ils ont annoncé en 1969 qu'ils mettraient fin unilatéralement à leur programme d'armes biologiques, et ils ont joué un rôle de premier plan dans la négociation de la Convention de 1972 sur les armes biologiques ou à toxines (CIAB). Depuis lors, ils ont mené des efforts pour renforcer l'application de la Convention et faire face à la nature évolutive des menaces représentées par ces armes biologiques. Dans l'optique de la huitième Conférence d'examen à venir, les États-Unis soutiennent une approche ambitieuse axée sur le renforcement de l'application de mesures nationales permettant de faire face aux menaces de prolifération et de bioterrorisme et de créer un climat de confiance quant au respect par les parties de leurs obligations.

Les États-Unis continuent de soutenir résolument la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (CIAC) et l'action de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Les États-Unis demeurent aussi pleinement engagés en faveur de l'universalité de la CIAC, de la non-prolifération des armes chimiques et déterminés à prévenir le retour de ces dernières. À cette fin, nous nous félicitons de l'élimination et de la destruction de plus de 98 % de l'arsenal des armes chimiques de la Syrie, qui ont été rendues possibles grâce à l'effort extraordinaire déployé par la communauté internationale et la Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies. Tout en nous réjouissant de ce résultat, nous

demeurons profondément préoccupés par le fait que la Syrie n'a pas été en mesure de déclarer et de détruire l'intégralité de son programme d'armes chimiques. Il reste important que l'ensemble des contradictions et questions encore existantes touchant au programme d'armes chimiques de la Syrie soit totalement éclairci de bonne foi pour aboutir à des résultats concrets. Nous condamnons avec fermeté la poursuite de toute utilisation de chlore gazeux en tant qu'arme chimique par le régime de Bachir El-Assad étant donné que le recours à tout produit chimique toxique comme arme chimique constitue une violation de la CIAC.

Les États-Unis ont continué de jouer un rôle de premier plan au sein de la communauté internationale pour contrôler les armements classiques. Le Document de Vienne 2011 sur les mesures de confiance et de sécurité, le Traité « Ciel ouvert » et le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, qui sont les trois piliers du contrôle des armements classiques en Europe, demeurent le fondement de la transparence militaire pour les armes classiques et de la confiance dans la région euratlantique. Malgré la décision prise en mars 2015 par la Fédération de Russie de ne pas participer à l'organe d'exécution du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, les États-Unis continuent de respecter leur engagement de mettre en œuvre le Traité et demeurent déterminés à travailler avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et d'autres partenaires pour moderniser le régime de contrôle des armements classiques en Europe.

Les États-Unis ont également contribué d'autres façons aux efforts de désarmement visant les armes classiques. En juin 2014, ils ont annoncé qu'à l'avenir, ils ne fabriqueraient plus ni n'acquerraient plus de quelque autre manière de mines antipersonnel qui ne soient pas compatibles avec la Convention d'Ottawa, y compris à l'occasion du remplacement de telles munitions à la date limite de leur emploi au cours des prochaines années. En septembre 2014, les États-Unis ont également annoncé qu'ils aligneraient leurs activités hors de la péninsule coréenne sur les principales dispositions de la Convention d'Ottawa. Les États-Unis demeurent un chef de file mondial dans le domaine de la destruction des armes classiques, dans la mesure où ils ont octroyé plus de 2,4 milliards de dollars à plus de 90 pays depuis 1993.

### **La voie à suivre**

Les États-Unis font des progrès considérables et retentissants pour mettre en œuvre l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et agissent, seuls et avec les autres pays du P5, afin de mettre en place les éléments de nouvelles avancées. L'exécution du programme révélé par le Président Obama à Prague et celle du Plan d'action adopté à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 sont en bonne voie. Beaucoup a été fait, mais beaucoup reste à faire.

Les États-Unis continueront de s'acquitter par étapes de leurs obligations conformément à l'article VI et aux engagements découlant du Plan d'action de 2010 pour les trois piliers du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Ils continueront également à encourager les autres parties au Traité à faire de même. Comme il ressort de l'article VI, toutes les parties au Traité ont un rôle à jouer dans le désarmement.